

NR. 13

Décembre 2015

Mensuel
Bruxelles

FACE À L'ÉTAT DE SIÈGE ET LA GUERRE ROMPONS LES RANGS!

La guerre arrive maintenant jusque devant les portes de vos maisons. Les militaires postés dans la rue vous en donnent la preuve. Les contrôles renforcés dans la rue font disparaître des centaines de sans-papiers dans les camps de déportation. Les flics sont sur les nerfs, appliquant une tolérance zéro pour écraser tous ceux qui ne restent pas dans les rangs. Les journalistes font pénétrer le message du pouvoir dans nos têtes. Et l'argent pleut pour financer la lutte contre « la menace ».

Le plan annoncé par le gouvernement de contrôler chaque maison à Molenbeek, et ensuite, on n'en doute pas, chaque maison dans les quartiers populaires est révélateur de ce qui est réellement visé : les exclus, les pauvres, les sans-papiers, les révoltés. L'État se saisit de l'occasion d'un acte de guerre sanglant à Paris pour serrer la vis. Et il serre les vis avant tout au niveau mental : soit vous êtes avec les soldats de Daech, soit vous êtes avec les soldats de l'État belge. C'est la logique pure de la guerre. Les deux camps nous dégoûtent, et pour la même raison : tous les deux cherchent à nous imposer leur pouvoir et leur loi. L'un au nom du capitalisme et du régime démocratique, l'autre au nom de la religion et de la construction du nouveau État du califat. Et tous les deux commettent des massacres. La seule différence, c'est que l'un a des bombardiers tandis que l'autre se sert de kamikazes.

Tous les deux ont un ennemi en commun, un ennemi mortel : la liberté. L'État ici écrase la liberté pour garantir l'exploitation capitaliste et l'abrutissement technologique. L'État là-bas l'écrase pour imposer sa loi qu'elle considère divine. Dans la guerre qu'ils se font, ce sont les combats pour la liberté qui subissent les plus grandes pertes. Ici comme là-bas. Et n'oublions pas

RICOCHETS est un bulletin né au sein du combat contre la construction d'une maxi-prison au nord de Bruxelles. C'est un combat en dehors de tout parti et organisation officielle, un combat qui propose d'empêcher directement, concrètement, par nous-mêmes, la construction de cette nouvelle taule.

C'est un vaste combat, car la maxi-prison est le projet emblématique des temps qui courent : un serrage de vis général, une accentuation de la répression, un violent réaménagement de la ville en fonction des besoins du pouvoir et de l'économie...

RICOCHETS a pour but de partager les nouvelles de cette lutte, de diffuser ses différentes expressions, de l'approfondir par des réflexions critiques. Il entend créer un espace autonome de liaison entre celles et ceux qui se battent directement contre cette nouvelle prison et ainsi ouvrir une possibilité : celle que leurs actions puissent faire des ricochets dans un élan incontrôlable.

que c'est aussi ici que la guerre est littéralement produite : les entreprises d'armement tournent à plein régime, les centres de recherche développent des armes encore plus meurtrières et perfides, les boîtes de sécurité connaissent un boom sans précédent.

Face à l'état d'urgence, à la guerre qui s'apprête à nous dévorer toutes et tous, c'est l'heure de rompre les rangs. Rompre les rangs de tout pouvoir, qu'il s'appelle démocratique ou islamique. Rompre les rangs pour créer des espaces de lutte pour la liberté, pour ne pas succomber au fatalisme résignée des bains de sang.

Le point de ralliement pour les déserteurs de leurs guerres et de leurs paix faits d'exploitation féroce, pour les révoltés contre tout pouvoir, c'est le combat pour la liberté. Ce combat se livre aujourd'hui avec les sans-papiers contre les frontières et les déportations, avec les insoumis qui luttent contre la construction d'une maxi-prison à Bruxelles, avec tous ceux qui se battent contre les mesures répressives et d'austérité (les deux faces de la même médaille) du gouvernement. C'est là qu'il faut souffler fort sur le feu. Car pendant que l'État décrète la mobilisation totale et nous gave avec son idéologie de sécurité, pendant qu'il envoie son bras armé dans les rues où nous habitons, pendant qu'il s'apprête à étouffer tout combat pour la liberté, pas question de rester désarmés. Nos armes, ce sont celles de la liberté : le courage de penser par soi-même, la détermination de saboter leurs bâtiments, casernes, entreprises, prisons, la solidarité entre rebelles.

Les temps à venir seront difficiles et sanglants. Mais c'est dans les ténèbres qu'on peut voir brûler plus radieusement les feux de la liberté, contre tout État et contre tout pouvoir.

ON NE RECLERA PAS : EN AVANT LES LUTTES POUR LA LIBERTÉ

Sur les sabotages des TGV et d'une caserne militaire

→ P. 2



Bulletin contre la maxi-prison et le monde qui va avec

RICOCHETS



→ Quand les ténèbres enveloppent les quartiers, plongeant la ville dans un état de siège comme suprême affirmation du pouvoir de l'État et de son idéologie, il est facile de s'affaïsser dans la résignation totale. Quand claironnent les trompettes de la guerre et du massacre, écrasant les luttes pour la liberté pour faire place à la seule bagarre entre deux pouvoirs qui cherchent à s'imposer, il est facile de croire que tout est perdu. Quand les bombardements médiatiques martèlent le message de l'ordre, poussant dans la marge tout cri de refus et de rejet, il est facile d'arrêter de penser par soi-même et de se laisser entraîner par le courant ensanglanté.

Et pourtant... Cette dernière semaine, l'État a cherché une adhésion totale à ses valeurs, menaçant tous ceux qui ne s'y plieraient pas, d'une répression brutale. Face à la gangrène djihadiste qui a dévoré, avant toute autre chose, les révolutionnaires dans tant de pays du monde (Égypte, Syrie, Libye) – révolutionnaires qui s'étaient courageusement insurgés contre les régimes en place et pour la liberté, et que tous les États du monde entier ont préféré voir massacrer par les bombes étatiques ou trucidés par les exécutions djihadistes – il a cherché à affirmer le triomphe de sa vision du monde : un monde horrifiant d'exploitation capitaliste et d'oppression étatique. Il tente maintenant de décréter que l'unique guerre à laquelle tous sont appelés à participer sont entre lui et un concurrent islamiste, tentant d'enterrer la seule guerre que nous, révolutionnaires opposés à tout pouvoir, qu'il soit étatique ou religieux, sommes prêts à mener : *la guerre sociale contre les oppresseurs et les exploités*. Et l'État saisit l'occasion pour renforcer son arsenal répressif. Perquisitions à tout va. Durcissement de la législation. Adaptation de la constitution pour imposer des bracelets électroniques aux personnes qui menacent son ordre (et ne croyez pas que les révoltés, les révolutionnaires seraient exclus de sa liste noire). Plus de moyens pour les flics et les servi-

ces secrets. Arrestations à gogo de sans-papiers et de rebelles. Et sans doute aussi une accélération de la militarisation des frontières et de la construction de nouvelles prisons, comme la maxi-prison à Bruxelles.

Et pourtant... tout n'est pas perdu, la résignation reste aussi maladroite qu'elle l'était il y a une semaine, la nécessité de penser par soi-même, en dehors de tout canon, est la seule manière de démolir l'idéologie de l'État et de ses concurrents.

Deux actes de sabotage viennent de se passer en Belgique, deux sabotages pendant la même nuit. Deux actes qui annoncent que le combat pour la liberté peut et doit continuer, ici et maintenant, même si les conditions deviennent plus dures et que les terrains d'affrontement seront moins favorables. Deux actes qui montrent l'abîme qui sépare l'État et ceux qui pensent comme un État tels les adeptes du nouveau califat, tous les deux toujours prêts à commettre des massacres, à semer la terreur pour préserver ou conquérir le pouvoir ; un abîme donc qui sépare ceux-là de ceux qui combattent pour briser l'emprise du pouvoir sur la vie de tous, qui passent à l'attaque pour *libérer*, non pour assujettir.

Deux actes de sabotage, dans la nuit du 29 novembre au 30 novembre.

Le premier était un sabotage, en quatre points différents, du réseau international des trains à haute vitesse (TGV, Thalys, Eurostar). En boutant, près de Ath dans le Hainaut, le feu aux câbles de fibre optique le long des voies ferrées, toute la circulation de ces trains est restée paralysée pendant plus d'un jour. Un jour où les délégations internationales et les ministres qui devaient se rendre à Paris pour un sommet sont restés bloqués, où les cadres d'entreprises, les eurocrates, les directeurs sont restés coincés dans la gare à regarder les écrans annonçant les suppressions de leurs trains. Ce sabotage nous montre qu'avec des moyens faciles, il est toujours possible de couper les artères du pouvoir et de ses hommes, de ses réseaux

de transport et de données. Et c'est dans le désordre que cela génère que s'ouvrent des espaces qui ne sont pas saturés des discours du pouvoir, des espaces où la liberté peut prendre son envol.

Le deuxième sabotage ne visait pas moins que la caserne militaire des forces spéciales de l'armée belge et du renseignement militaire à Heverlee dans le Brabant flamand, une des plus importantes de la Belgique. Le(s) saboteur(s) y pénétrèrent protégés par la nuit, esquivant systèmes de contrôles et patrouilles, pour piéger cinq véhicules militaires avec des bombes incendiaires artisanales. Le système d'allumage ne semble s'être pas déclenché, mais le message ne peut être plus clair : vous occupez les rues de Bruxelles, massacrez dans différents pays du monde des gens sur ordre de l'État, semez la terreur avec vos uniformes, vos blindés et vos armes de guerre, mais *vous ne serez jamais à l'abri d'un acte de sabotage*. Un acte singulier a réussi à entacher, ridiculiser l'aura de l'armée et son grand maître, l'État, et cela en pleine période d'état d'urgence. Un acte qui quelque part propose à tous ceux qui sont las de leurs guerres de s'attaquer directement où elles sont produites : dans les casernes, dans les entreprises d'armement et de sécurité, dans les centres de recherche technologique. Un acte qui ne peut qu'être celui du déserteur de toutes les guerres, mais qui ne renonce pas pour autant à la guerre sociale contre la guerre du pouvoir.

Il est facile d'abandonner, mais il est toujours possible de continuer. Face à la guerre pour le pouvoir, soufflons fort sur les braises de la guerre sociale contre tout pouvoir. Il y a des luttes qui l'auront dur dans les temps à venir, la lutte contre les frontières, la lutte contre la construction de la maxi-prison, les combats contre les mesures d'austérité et la restructuration capitaliste. Renforçons les pour qu'ils deviennent autant de points de ralliements pour les déserteurs, les insoumis, les réfractaires. Et que les actes de sabotage continuent à illuminer les ténèbres.



CAUSERIE AUTOUR DE LA LUTTE CONTRE LA MAXI-PRISON

Fin septembre, cinq journées internationales de rencontre et de débat autour de la lutte contre la maxi-prison ont eu lieu dans différents quartiers de Bruxelles. Elles étaient une belle occasion pour échanger des réflexions par rapport à la lutte et pour puiser des expériences du passé et du présent d'ailleurs. Voici la transcription de quelques extraits d'un de ces débats.

Farid
Du coup, si le choix a été porté de lutter contre la construction de cette prison en particulier, ce n'est pas seulement parce que c'est clair qu'il s'agit d'une énorme structure de répression et d'un instrument de contrôle de l'État, mais c'est aussi parce qu'il y a un terrain qui est plutôt favorable

à une lutte contre la prison ici à Bruxelles. Déjà de 2006 à 2011, il y a eu pas mal de mutineries, d'évasions et d'émeutes dans les prisons. En parallèle et en lien avec



ces mouvements, il y avait des mouvements de solidarité et de lutte aussi à l'extérieur. Ce mouvement de solidarité, ce n'étaient pas seulement des anarchistes, mais aussi des gens qui étaient concernés par la prison directement. Et puis il y a aussi eu pas mal de rencontres qui ont été faits pendant des tracts et des discussions avec des gens dans les quartiers, des gens qui sont aussi concernés par la prison dans leur quotidien, qui ont des amis en taule, des membres de leur famille en taule et qui ont aussi manifesté une certaine rage contre les taules.

Amélie

Aussi cette prison n'est pas isolée des autres projets de l'État. Ce n'est pas juste qu'ils vont faire une prison et que le reste de la ville reste en état. Bruxelles, c'est un peu une capitale particulière où il y a des antagonismes assez forts entre d'une part les quartiers bourgeois, le quartier européen, des zones qui sont déjà plus ou moins pacifiées ou carrément pacifiées, et de l'autre part les quartiers où il n'y pas si longtemps, il y avait pas mal d'émeutes qui s'y sont passées, où il y a clairement une haine du flic, une haine de l'ordre ou en tout cas, une aversion pour tout ce qui est porté par l'État et où les moyens de survie des gens sont aussi des pratiques illégales et cetera. Du coup, je pense qu'à Bruxelles, un des enjeux c'est de pacifier ou de gérer cet antagonisme.

Farid

Et pour mener ce projet à bien, il y a notamment la maxi-prison, mais il y a aussi d'autres trucs qui sont mis en place par les pouvoirs publics. D'abord il y a des espèces de projets urbanistiques et projets immobiliers, que ce soit de modifier des places sur lesquels des émeutes se sont déroulées (je pense que la place Bethléem à Saint-Gilles en est

un bon exemple). Il y a des centres commerciaux qu'ils veulent construire, des opérations de rénovation des façades et cetera où ils donnent des subsides pour rendre les quartiers plus jolis, plus jolis pour eux bien sûr, bien en ordre et bien propres. Tout cela va aussi dans le sens d'une gentrification, de faire venir dans les quartiers populaires des gens qui sont plutôt riches, et donc de foutre dehors la partie de la population qui les fait chier. Ça va aussi de pair avec une intensification du flicage, avec de plus en plus de flics, autant de vrais flics, donc avec un flingue, un képi, un gilet pare-balles, que de flics de toutes les couleurs, des rouges, des mauves, des flics de la STIB, des agents de quartier qui font de la prévention. Et tout cela va aussi de pair avec une augmentation de nombre de caméras dans les rues. C'est clair donc qu'il y a un contrôle qui s'instaure, qui fait tendre la ville de Bruxelles vers quelque chose d'aseptique qu'on pourrait appeler une ville-prison, dans le même sens que va la maxi-prison.

Amélie

Il y a ensuite pour l'État le besoin de gérer toutes ces personnes qui sont devenues économiquement inutiles, toutes les personnes qui sont virées du chômage, qui passent dans l'illégalité pour pouvoir survivre. Et bon, la gestion de ces gens-là, pour éviter qu'il y a de nouveau des émeutes, qu'il y a de nouveau du bordel, ça passe entre autres par soit les virer de la ville, les envoyer vers Charleroi ou d'autres villes moins branchées, soit en les intégrant dans des initiatives citoyennes prises par la commune, des associations, soit évidemment il y a la taule pour ceux qui ne veulent rien écouter et c'est là que la maxi-prison arrive.

On voit donc que la maxi-prison, c'est un peu le cerise sur le gâteau de la transformation de Bruxelles en une espèce de grand prison à ciel ouvert. Dans ce sens-là, lutter contre la maxi-prison, c'est aussi lutter contre tout ce qui se passe dans et autour de Bruxelles.

Leila

Quand on décortique le fonctionnement de la prison, on comprend qu'une prison en construction, c'est beaucoup plus qu'un chantier. Une prison existante c'est beaucoup plus que quatre murs et des barbelés. La prison moderne prend racine dans un tissu d'entreprises, des constructeurs, des bureaux d'architectes, des prestataires de services, des agences de financement. Toutes ces entreprises ont des bureaux, des chantiers, des véhicules, des machines. Toutes ces choses sont partout autour de nous à Bruxelles,

dans les quartiers, et souvent à portée de main. Alors, les attaques contre ces choses et contre ces responsables peuvent prendre des formes très différentes : seul ou en grand groupe, de jour ou de nuit, mais chaque fois, ce sera une attaque contre ce qui fait exister la prison.

Alex

Il faut se demander qu'est-ce qui permet au pouvoir d'imposer son projet de maxi-prison à la population. Je pense que de manière générale, tous les projets du pouvoir reposent sur notre consentement, soit qu'on soit favorable, soit qu'on soit résigné. Ici les quartiers populaires sont ceux qui vont subir le plus directement les conséquences de cette nouvelle prison, puisque c'est eux qui vont la remplir. Et puisqu'il n'y a pas grand monde ici qui est réellement favorable à la construction d'une nouvelle prison, ce projet va se construire sur la résignation des quartiers, sur la décision de ne pas s'y opposer. Et cette résignation, l'État va la fabriquer, l'entretenir, avec une répression étouffante des flics, des caméras, des gardiens de la paix ; avec un renforcement du contrôle dans les transports en commun, dans les aides sociales à la pauvreté ; avec la routine écrasante du travail ; avec des exutoires de compensations offerts par les maisons de jeunes, les projets d'éducation et toutes ces merdes ; avec l'oubli administré de toutes les révoltes, de toutes les contestations qui ont bouleversé Bruxelles ces dernières années. Et à partir de là, c'est l'idée de rendre les quartiers incontrôlables pour le pouvoir, c'est-à-dire, agir sur tous ces axes où l'ordre cherche à s'imposer et créer une atmosphère favorable à la révolte.

[Une brochure « A bas la maxi-prison » avec les transcriptions de certains débats de ces journées de septembre est maintenant disponible. On peut le trouver au Passage ou en envoyant un mail à ricochets@riseup.net]





« ILS PEUVENT NOUS ARRÊTER MAIS ILS NE PEUVENT PAS ARRÊTER LA VOIX DE LA LIBERTÉ »

- Interview avec Said

de la coordination des sans papiers -

- Depuis un an, la coordination des sans-papiers est présente dans les rues de Bruxelles avec des manifestations et autres actions. Vers où cette coordination veut-elle aller et est-ce que tu peux nous parler de quelques éléments importants de cette année mouvementée ?

Notre objectif, sur le long terme, est la régularisation de tous les sans-papiers, et sur le court terme on veut obtenir une rencontre avec les responsables de l'Etat belge. Il y a deux volets dans notre combat : premièrement, le volet de la sensibilisation autour des questions de migration et des sans-papiers, et deuxièmement le volet de la lutte. Tous les lundi et jeudi, on se rassemble devant le bureau de Théo Francken (ministre de l'Immigration) et du Premier ministre. On participe aussi à d'autres manifs car notre combat est lié avec le combat de la société d'aujourd'hui.

Durant cette année, on a réussi à se coordonner avec 7 différents groupes de sans-papiers. On a organisé deux grandes manifestations nationales, notamment le 3 mai et le 25 octobre dernier. On veut aller vers la question dans sa globalité, vers une lutte européenne, car les lois concernant l'immigration sont faites sur un niveau européen. C'est pour cette raison qu'on a rencontré différents collectifs en Europe (des collectifs parisiens, italiens et allemands). On se regroupe dans «la coalition internationale des sans-papiers».

- En septembre, le parc Maximilien était sans doute l'endroit

le plus vivant de tout Bruxelles. On en a beaucoup parlé dans les quartiers, mais aussi dans les médias. Ces derniers n'ont pas hésité à déformer l'histoire de ce parc. Est-ce que tu peux nous raconter comment la coordination des sans-papiers s'est organisée durant cette fin d'été ?

Notre présence avait deux objectifs. On voulait se solidariser avec les réfugiés et on voulait dénoncer la politique migratoire, mais aussi la responsabilité de l'Etat qui laissait les réfugiés dans la rue.

Les premiers à accueillir les réfugiés, c'étaient des sans-papiers. Il y a aussi eu une plateforme citoyenne qui s'est construite, un mouvement non politisé qui voulait gérer la charité pendant une période spécifique, notamment jusqu'à la manif du 27. Après, cette plateforme a décidé d'aller dans les bâtiments donnés par l'Etat. Les sans-papiers qui avaient une approche et une vision politique ont pris la décision de rester sur le terrain pour attirer l'attention de l'opinion publique et pour mettre la pression sur les responsables de l'Etat sur la question de l'asile.

Dans le parc, on a animé différents niveaux. On a organisé des débats, des soirées musicales, des rencontres, films, débats, une émission de radio qui s'appelle «voix sans frontières», comme endroit de communication et de discussion entre les réfugiés et les citoyens qui venaient et voulaient aider suite à la médiatisation du parc.

Pour les sans-papiers, c'était une occasion d'expliquer qu'est-ce que c'est un sans-papier et qui sont les sans-papiers. On a créé le slogan «les réfugiés d'aujourd'hui sont les sans papiers de demain et les sans papiers d'aujourd'hui sont les réfugiés de hier». On a de l'expérience et on sait que beaucoup de nationalités ne vont pas avoir le statut de réfugié, par exemple les Pakistanais et les Iraquiens. Pour nous c'était une occasion de dénoncer et d'amener la question : «sans-papiers, réfugiés : même

problème». Les sans-papiers vont tirer la cloche pour dénoncer la division entre réfugiés et sans-papiers.

Les sans-papiers se rassemblent depuis 2013 dans le parc devant l'Office des étrangers, avec la caravane des migrants qui a fait un campement là-bas. Pour nous, le parc est un lieu symbolique, ce n'était pas seulement le problème des réfugiés qui a amené les sans-papiers vers le parc, mais aussi leurs propres problèmes.

Au début, on était là avec une petite casserole de lentilles ensemble avec Collect Activ', à donner aux réfugiés. C'est le départ des sans-papiers dans la problématique des réfugiés. Après, il y a eu la plateforme qui est venue avec des organisations de l'Etat (la Croix-Rouge, le SAMU social, Médecins du Monde) pour gérer la situation uniquement de façon charitable. On n'était pas d'accord car on avait un autre objectif. Pour nous, il ne s'agissait pas de charité mais d'une question politique. Les sans-papiers ont touché le cœur de la question dans le parc : ils ont clairement dit qui est le responsable de l'accueil et dénoncé cette politique qui fait souffrir des gens. Les Etats de tous les pays européens font la guerre et les citoyens votent pour ces gouvernements.

Notre point de vue dérange l'Etat et la police (qui venait toujours pour nous faire chier) car notre approche est très claire. L'Etat avait peur qu'un mouvement de masse sorte du parc.

- Par la suite, vous avez décidé d'occuper un bâtiment à Ixelles, la maison des migrants. Tu peux nous expliquer le rôle de ce bâtiment dans la lutte des sans-papiers ?

On voulait



squatter un bâtiment pour organiser une lutte commune avec le soutien d'autres militants avec papiers, pour la création d'un mouvement qui traite la question des sans-papiers et de l'immigration en général. On a deux objectifs : que les sans-papiers s'organisent autour de leur question, et deuxièmement d'organiser la lutte avec le soutien d'autres courants qui ont des papiers.

Le bâtiment est un lieu de solidarité. On a deux étages d'habitation : un pour les sans-papiers qui veulent bouger avec nous dans le mouvement des sans-papiers, et un autre pour les réfugiés qu'on accueille. Le bâtiment n'est pas ouvert à tout le monde, c'est pour ceux qui veulent s'organiser et bouger.

Le bâtiment est aussi un espace pour faire des activités sociales qui amènent la conscience par rapport aux sans-papiers ou d'autres questions en lien avec. C'est

créé de la solidarité entre nous. On vit dans des squats et on se bat contre les arrestations. Hier il y avait une manif dans le cadre de la solidarité avec les sans-papiers et les camarades avec papiers arrêtés. On organise des manif de solidarité contre les centres fermés et les sans-papiers enfermés. La solidarité est un point fort pour nous, on le voit après chaque libération, comme hier on a gagné la libération de 4 sans-papiers. Hier, on était solidaire avec des sans-papiers qui sont expulsés de leur logement, eux comme beaucoup d'entre nous aujourd'hui vivent dans un squat. On n'a pas le droit de travailler du coup on ne peut pas payer un loyer. Hier on a aussi essayé de montrer la solidarité entre sans-papiers et aussi entre les sans-papiers et les autres.

- En face de nous, on a un Etat en pleine offensive répressive sur tous les fronts

ques. Frontex, par exemple, a un intérêt économique : des millions d'euros pour bloquer (et tuer) les migrants et pour faciliter leur marchandise d'armes et autres business qu'on ne connaît pas. Il y a aussi des intérêts économiques liés aux expulsions, une seule expulsion coûte à peu près 28 000 euros, et pour les expulsions collectives de grands avions de l'armée sont loués.

Aujourd'hui, le mouvement des sans-papiers a développé sa revendication de lutte : on revendique un papier pour être égal et pour aller plus loin, on revendique la fermeture des centres fermés et l'ouverture des frontières. Pour ces questions, on lutte parfois en collaboration avec d'autres acteurs dans la société, par exemple ceux qui luttent contre l'enfermement ou les centres fermés. C'est un point commun avec des gens qui luttent contre les centres fermés et les prisons.



un espace de partage et de rencontre avec d'autres courants qui luttent contre ce système qui veut diviser les gens entre sans-papiers et autres ou sans-papiers et réfugiés.

- Hier encore, il y avait une manif qui partait de l'Office des étrangers vers le commissariat de Schaerbeek pour exiger la libération de personnes arrêtées lors d'une expulsion de squat, dont 4 personnes sans-papiers. Le matin, le squat avait été expulsé par 200 flics, l'après-midi, il y avait 200 personnes solidaires devant le comico. Ce n'était pas la première fois qu'un élan de solidarité s'est exprimé après l'arrestation d'un de vos camarades. Tu peux nous parler de ce que signifie la solidarité pour vous ?

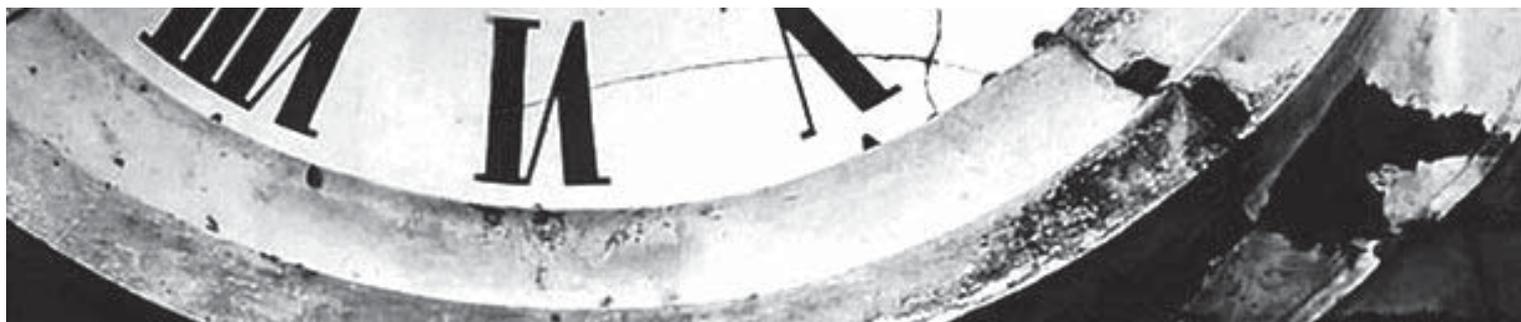
La solidarité est très importante pour nous. On se nourrit de elle et bien sûr on

de la société. En face de nous, on a une militarisation des frontières et un climat terrorisant contre les migrants et autres opprimés. On a une fosse commune dans la méditerranée et l'Etat belge a annoncé une augmentation de la capacité dans les centres fermés. Comment rester déterminé et ne pas se laisser décourager face à cette offensive écrasante et meurtrière ?

En face de nous il y a des Etats qui gèrent la politique migratoire d'une façon répressive pour mettre la répression sur la société et pour faciliter la séparation entre les thématiques et aborder des débats de façon concurrente entre les gens, par exemple : réfugiés contre sans-papiers, sans-papiers contre travailleurs. L'enjeu de tout ça est une société qui se base sur une politique capitaliste. Les questions liées aux sans-papiers sont des questions avec des intérêts politiques et économi-

A la fin je veux dire que les sans-papiers d'aujourd'hui sont des personnes qui participent dans la société économiquement car on paie des taxes et on participe dans le mouvement social avec nos moyens (par exemple l'émission radio, télé sans-papiers et d'autres initiatives). Je veux dire que si on voit les frontières aujourd'hui, elles sont ouvertes pour les riches et les richesses de nos pays, pourquoi sont-elles fermées aux pauvres ?

NI DE LEUR GUERRE, NI DE LEUR PAIX !



« Nous devons anéantir les ennemis de la République... et déchoir de la nationalité ceux qui bafouent ce qu'est l'âme française »

*Manuels Valls, Premier ministre,
14 novembre 2015*

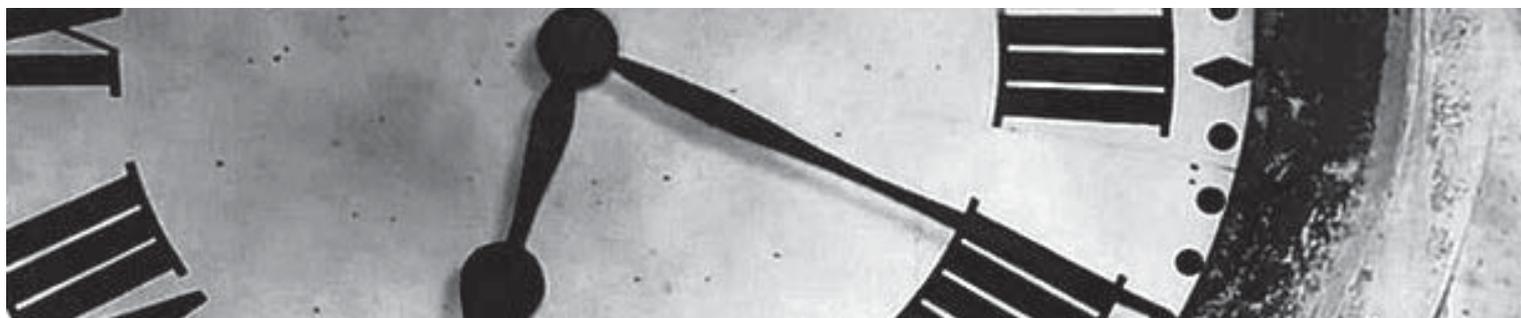
S'il faut reconnaître une certaine continuité à la République française, c'est bien celle des assassinats de masse. De la Terreur d'Etat de 1793-94 qui a justement donné naissance au mot terrorisme jusqu'à l'écrasement des insurgés de 1848 et de ceux de la Commune de 1871 ; de la colonisation ou la déportation des Juifs permise par des fichiers antérieurs jusqu'aux massacres de manifestants algériens en 1961 en plein coeur de Paris, toutes les Républiques françaises ont massacré sans compter pour que des puissants continuent de dominer et d'exploiter tout le monde. La République française est une montagne de cadavres dont l'ordure qui en constitue le sommet n'a pu se maintenir en place qu'en écrasant ses véritables ennemis, les révoltés et les révolutionnaires qui se sont battus pour un monde de justice et de liberté. L'« âme française », si cette connerie sans nom pouvait jamais exister, serait un placard bourré à craquer de voix criant vengeance contre les bourgeois, les politiciens, les flics, les militaires et les curés qui les ont piétinées pour asseoir leur pouvoir.

Ah, mais tout ça c'est du passé. Non ? Des décennies de participation citoyenne, d'intégration marchande et de dépossession généralisée ont-elles vraiment fait oublier à ceux qui gardent encore un brin de sensibilité, que tirer dans le tas n'est pas l'exclusivité de lointains terroristes ? Que depuis quelques années l'Etat français a fait son grand retour sur la scène internationale du terrorisme étatique, en multipliant ses attaques militaires aux quatre coins de la planète (Libye, Mali, Afghanistan, Côte d'Ivoire, Somalie, Centrafrique, Irak, Syrie) ? Le prétexte change à chaque fois, mais les raisons restent les mêmes : garder le contrôle de ressources stratégiques, gagner de nouveaux marchés et zones d'influence, préserver ses intérêts face à ses concurrents, éviter que des insurrections ne se transforment en expérimentations de liberté. Et s'il en était encore besoin, des avertissements sont même lancés pour prévenir les indolents que cette logique

de guerre ne connaîtra pas de limites territoriales : la mort d'un manifestant l'an dernier à Sivens ou les corps criblés d'éclats de ceux de Notre-Dame-des-Landes et de Montabot rappellent que les grenades offensives en kaki n'hésitent pas, ici non plus, à être lancées contre des foules pour semer la terreur.

Car qu'est-ce que le terrorisme, sinon frapper dans le tas de manière indiscriminée pour tenter de préserver ou conquérir le pouvoir ? Un peu comme le font les riches en tuant et mutilant quotidiennement des millions d'êtres humains au travail au nom du fric qu'ils tirent de leur exploitation. Un peu comme le font les industriels et leurs laquais en blouses blanches en empoisonnant durablement toute vie sur terre. Un peu comme tous les Etats qui enferment et torturent à petit feu les exclus de leurs paradis marchands et les rebelles à leurs lois en les enfermant entre quatre murs pendant des années. Un peu comme ces grandes démocraties qui ont fait de la Méditerranée un cimetière peuplé de milliers d'indésirables ayant eu le tort de ne pas disposer du petit bout de papier adéquat. Mais la paix de l'Etat et du capitalisme est à ce prix. La paix des puissants, c'est la guerre contre les dominés, à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières.

Le 13 novembre à Paris, la règle du jeu a été respectée. Qu'il se baptise islamique ou république, califat ou démocratie, l'Etat reste l'Etat, c'est-à-dire une puissance autoritaire dont la violence de masse s'applique contre tous ceux qui ne se soumettent pas à son ordre souverain. L'un des principes de tout Etat est de ne reconnaître que des sujets. Des sujets qui doivent obéir à des lois dictées d'en haut, c'est-à-dire tout le contraire d'individus libres qui peuvent s'auto-organiser sans dirigés ni dirigeants. Des bombardements de Dresde et Hiroshima jusqu'aux villages du Vietnam passés au napalm ou ceux de Syrie sous des barils de TNT, les Etats n'ont jamais hésité dans leurs sales guerres à sacrifier une partie de leur propre population, ou celles de leurs concurrents. En frappant des passants parisiens au hasard pour punir leur Etat, les petits soldats de Daech n'ont fait que reproduire l'implacable logique de leurs concurrents. Une logique terrible, aussi terrible que peut l'être tout pouvoir étatique.



L'état d'urgence décrété en France depuis hier, mesure de guerre intérieure d'un gouvernement qui place le pays en adéquation avec sa politique de terrorisme international, n'est qu'un pas de plus dans la praxis de base de n'importe quel gouvernement, visant à la normalisation forcée de la vie, à sa codification institutionnelle, à sa standardisation technologique. Parce que si l'Etat regarde le futur, que voit-il ? Des cracks économiques, un chômage de masse, un épuisement des ressources, des conflits militaires internationaux, des guerres civiles, des catastrophes écologiques, des exodes de population... Il voit en somme un monde toujours plus instable, où les pauvres sont toujours plus nombreux et concentrés, un monde suintant de désespoir, qui se transforme en énorme poudrière, en proie à des tensions en tous genres (sociales, identitaires, religieuses). Un monde où l'allumage de la moindre étincelle, quelle qu'elle soit, ne doit pas être tolérée par une démocratie toujours plus totalitaire. Alors, tout comme « citoyen » est l'autre mot pour « flic », la « guerre au terrorisme » signifie avant tout la guerre contre tous ceux qui rompent les rangs du pouvoir. A tous les insoumis de la pacification sociale, à tous les déserteurs des guerres entre puissants et autoritaires, sabotons l'Union nationale...



Quelques échos d'ici et là perturbant l'état d'urgence, pour la liberté !

Les ministers ont un nom et une adresse

A Athènes, le 21 novembre, un incendie criminel ravage l'entrée du domicile du ministre d'Etat Flambouraris, chargé de la coordination du gouvernement grec. Les hauts fonctionnaires ont l'habitude de se considérer à l'abri de la rage des opprimés, une illusion malheureusement appropriée par les résignés. Que l'action leur prouve le contraire!

La guerre aux frontières

Sur les îles grecs, les manifestations, blocages et affrontements se multiplient. Des milliers de réfugiés, rejoints par des personnes solidaires, des anarchistes, des révolutionnaires, s'y battent contre le massacre organisé par l'Union Européenne. Le 23 novembre, sur l'île de Lesbos, des anarchistes détruisent le siège du parti au pouvoir (Syriza, gauche) et plusieurs filiales de banques.

Bombes contre le patronat

A Athènes, le 24 novembre, à deux pas du parlement, une bombe ravage les bureaux de la Fédération des Entrepreneurs. C'est bien autre chose que bombarder des villages en Syrie ou tirer dans la foule dans les rues d'une capitale.

La lutte contre les frontières

Malgré l'interdiction de manifester suite à la déclaration de l'état d'urgence en France, des centaines de révoltés se rassemblent en plein centre de Paris et partiront en manif sauvage en solidarité avec les réfugiés et les sans-papiers, contre les frontières, contre l'état d'urgence. Affrontements avec les keufs.

L'ennemi intérieur

A Brême (Allemagne), six fourgons de police sont incendiés devant le commissariat local dans la nuit du 25 novembre. Ces six véhicules-là ne participeront en tout cas plus jamais à terroriser la population, à chasser les sans-papiers et à défendre les intérêts de l'Etat et des riches.

Sabotage des fentacules de la bête

Sur la ligne TGV Milan-Turin (Italie), le 26 novembre, un incendie volontaire de boîtiers électriques interrompt toute circulation de trains à grande vitesse. Saboter la guerre, c'est aussi paralyser les transports des puissants et briser la routine quotidienne chaque jour plus meurtrière.



S O L I D A R I T É

AVEC L'ATTAQUE CONTRE LA MAQUETTE DE LA

MAXI-PRISON DANS LA RÉGIE DES BÂTIMENTS !

Mi-mai de cette année, une vingtaine de personnes font irruption dans les bureaux de la Régie des Bâtiments (l'agence fédérale entre autre responsable de la construction des nouvelles prisons) à Saint-Gilles et y détruisent la maquette en exposition de la future maxi-prison à Haren. Les rebelles se sont éclipsés aussi vite qu'ils étaient apparus et personne n'a été arrêté. Maintenant, six mois plus tard, l'État cherche à faire payer quatre personnes pour cette action. Les accusations précises sont « bande organisée » et « destruction et dégradations de biens immobiliers ». La Régie des Bâtiments exige aussi 50 000 euros d'indemnités. Le procès aura lieu ce 10 décembre 2015. Personne ne se trouve actuellement en détention préventive.

C'étaient des semaines agitées dans la lutte contre la maxi-prison. Pendant que des rebelles enterraient symboliquement la future prison chez la Régie des Bâtiments, à moins d'un kilomètre de là-bas, se déroulait un énième spectacle démocratique avec une commission de concertation qui devait donner son avis afin que la Régie puisse obtenir les permis de construction pour la maxi-prison. La séance de cette commission était totalement militarisée : il fallait une permission spéciale pour y assister (normalement ce genre de spectacle est « public »), les flics présents en nombre fouillaient tous ceux qui avaient une telle permission et une partie de la salle où se trouvaient des responsables de la commission n'était littéralement pas éclairée, ils étaient dans l'ombre au nom de leur sécurité.

Cependant, quelques jours auparavant, d'autres responsables de la maxi-prison étaient bel et bien mis en lumière. Rudi Vervoort (le ministre-président de la Région bruxelloise) s'est réveillé avec des slogans contre la maxi-prison sur la façade de son domicile et un tas de fumier et de goudron sur le pas de sa porte. D'autres collaborateurs auront droit d'une façon similaire à la publicité qu'ils méritent, comme la responsable du projet de la maxi-prison au sein de la Régie, d'ailleurs ancienne directrice de la prison de Forest. Elle donnera sa démission le lendemain, craignant pour sa « sécurité ». La nuit d'avant, sur le chantier d'une maxi-prison en construction au pays de Galles de l'autre côté de la Manche, plusieurs pelleteuses sont incendiées. Le slogan « Feu aux prisons » est laissé sur place.

Entre temps, la lutte allait de bon train et aussi la répression se faisait à nouveau entendre. Le matin du 10 juin, des perquisitions ont lieu dans quatre domiciles et dans « Le Passage » à Anderlecht, un local de lutte contre la maxi-prison. Les compagnones et compagnons arrêtés seront relâchés dans l'après-midi. Un jour plus tard, à Bruxelles, un incendie volontaire ravage une partie d'un centre d'entreprises en construction (« Greenbizz », supposé accueillir des entreprises impliquées dans la technologie « verte »). Le chantier y était effectué par l'entreprise de construction BAM, bien connue pour sa participation à la construction de nouvelles prisons. Et quelques jours après

les perquisitions, un rassemblement en solidarité avec la lutte se tient à Anderlecht. Dans les semaines qui suivent, des attaques ont eu lieu en France et au Chili, revendiquées en solidarité avec la lutte contre la maxi-prison à Bruxelles.

La destruction de la maquette était un bel acte. Un acte parmi les nombreux beaux actes dans cette lutte, qui peuvent nous donner une idée de quelles formes peut prendre le refus d'un énième projet dégueulasse de l'État. Un vrai refus qui n'est pas négociable, qui ne se laisse pas mettre de côté facilement en échange de quelques promesses (plus de verdure, une prison plus petite, un peu plus à gauche ou un peu plus à droite, plus de compensations financières pour les riverains...). Non, un refus total. Pas de maxi-prison, ni ici ni ailleurs. Pas maintenant, jamais. Un refus qui rejette résolument tout dialogue avec ceux qui sont au pouvoir. Un refus qui se diffuse en mots et devient concret dans des actes de sabotage et d'attaque contre ce projet et le système qui en a besoin.

Les seules limites de la rébellion, du blocage, du sabotage et de l'attaque sont celles que nous posons nous-mêmes.



LE PASSAGE // RUE ROSSINI 11 1070 ANDERLECHT LOCAL DE LUTTE CONTRE LA MAXI-PRISON

Ouvert tous les mercredis de 17h à 20h
& tous les samedis de 17h à 20h

Passez pour discuter, rencontrer d'autres personnes en lutte contre la maxi-prison, partager des bonnes nouvelles, trouver des infos, des affiches, des tracts, des journaux issus de la lutte, imaginer comment faire pour empêcher que cette horreur carcérale se réalise...

Mercredi 9 décembre 19h30
Projection
Les Diables
Deux jeunes, abandonnés à la naissance, se frayent un chemin à travers la vie, malgré un monde

d'adulte qui semble tout faire pour leur barrer le chemin... Une fiction de Christophe Ruggia (2002, 1h45).

Mercredi 16 décembre 19h30 - Discussion
Briques par briques
De 2006 à 2011 les prisons belges sont secouées par une vague de mutineries, d'évasions et de révoltes. Aussi À l'extérieur des murs, ces cris de liberté et de dignité trouveront des échos solidaires. On reviendra sur les combats de ces

années-là, autant à l'extérieur qu'à l'intérieur.

Samedi 19 décembre 12h00
Bouffe
Une dent contre les taules ?
À€ celles et ceux qui ont soif de liberté et très faim, venez partager un coup de fourchette et un bout de discussion !

Mercredi 23 décembre 19h30
A celles et ceux qui veulent lutter contre la maxi-prison
Un rendez-vous pour discuter sur la lutte contre la maxi-

prison, échanger des critiques, imaginer des initiatives.

Jedi 31 décembre 19h30
Pour un nouvel an combatif
Une invitation à boire l'apéro autour d'une auberge l'espagnole. Puisqu'une bonne année n'existe pas quand des personnes continuent de moisir et de crever derrière les barreaux, les meilleurs voeux que nous puissions souhaiter sont ceux de révolte contre tous les enfermements !



Pour toute correspondance: Ricochets
Rue Rossini 11 // 1070 Anderlecht
ricochets@riseup.net

Pour plus d'infos: Local de lutte Le Passage
Rue Rossini 11 // 1070 Anderlecht
www.lacavale.be // cavale@riseup.net